

# Un coup d'éclat contre les trains fantômes

**ARC JURASSIEN** Les représentants des grandes villes de la région ont mené hier une action symbolique en gare de Cornavin, afin de dénoncer la perte de leur liaison directe avec Genève et des temps de parcours rallongés. Ils exigent des améliorations sans délai

YAN PAUCHARD

Cela aurait pu faire penser à une course d'école. Mais la venue en train à Genève d'une quinzaine de personnalités politiques de l'Arc jurassien n'avait rien d'une balade. C'est une véritable fronde. Des représentants des grandes communes (Bienne, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Yverdon-les-Bains, Delémont ou encore Moutier, Saint-Imier et Grenchen dans le canton de Soleure) ont fait le déplacement vers la Cité de Calvin pour dénoncer le nouvel horaire CFF introduit le 15 décembre dernier. Lié à une période de grands travaux, le plus important changement depuis Rail 2000 a en effet dégradé l'offre ferroviaire du pied du Jura. La région a ainsi perdu la quasi-totalité de ses liaisons directes avec Genève (et son aéroport international), avec dorénavant un changement à la gare de Renens.

«Nous devons défendre la ligne du pied du Jura et avec elle la Romandie et les liens avec la Suisse alémanique», a ainsi martelé la conseillère nationale et municipale yverdonnoise

Brenda Tuosto, coordinatrice de l'Alliance des villes, en préambule d'une conférence de presse tenue dans la gare de Cornavin. «Il faut aujourd'hui 9 minutes de plus (68 minutes au lieu de 59) pour relier Lausanne à Bienne. C'est aussi 7 minutes de plus (39 minutes au lieu de 32) entre Lausanne et Genève», détaille la socialiste vaudoise, évoquant les nombreux prolongements de temps de parcours.

## Genève également prétéritée

Brenda Tuosto redoute que l'actuel «horaire de chantier» ne devienne «une nouvelle norme de référence, repoussant indéfiniment les améliorations attendues». Pour beaucoup d'élus présents, il y a un réel sentiment de déclassement. «C'est une question de solidarité et de cohésion sociale, a ainsi plaidé la maire de Bienne, Glenda Gonzalez Bassi. Il ne doit pas y avoir des populations de deuxième classe.» De son côté, le maire de Delémont, Damien Chappuis, a rappelé l'importance de liaisons ferroviaires performantes pour assurer «l'attractivité résidentielle et



Glenda Gonzalez Bassi, maire de Bienne, lors d'une conférence de presse pour protester contre le nouvel horaire CFF, le 7 février 2025, à Genève. (PIERRE ALBOUY/KEYSTONE)

économique» des villes concernées. Mais l'Arc jurassien n'est de loin pas la seule région à se sentir prétéritée, comme l'a rappelé Frédérique Perler, conseillère administrative en ville de Genève. «Depuis décembre, nous n'avons plus qu'une liaison Inter-City, c'est trois fois moins que Renens», s'indigne l'élue verte, chargée de la mobilité. «La ligne du pied du Jura était la voie la plus rapide vers Zurich», appuie encore Frédérique Perler, ajoutant que Genève avait déjà perdu sa liaison directe avec Bâle. «On malmène les liens entre les trois plus grandes villes du pays», regrette l'écologiste. C'est tout sauf anodin quand on sait que les deux gares alémaniques représentent les points de départ des liaisons internationales (comme les trains de nuit) vers le nord et l'est du continent européen.

L'Alliance des villes n'est pas seule dans son combat. Ses revendications sont soutenues par l'association Oustrail, ainsi que par les cantons romands via la Conférence des transports de la Suisse occidentale (CTSO).

## «On malmène les liens entre les trois plus grandes villes du pays»

FRÉDÉRIQUE PERLER, CONSEILLÈRE ADMINISTRATIVE EN VILLE DE GENÈVE

Cette dernière attend de la Confédération et des CFF qu'ils prennent «les mesures nécessaires à la réintroduction sans délai de la liaison directe entre

Genève et le pied du Jura». Elle demande également la mise en place d'ici là d'une correspondance quai à quai à Renens pour simplifier le quotidien des usagers.

## Les CFF disent «comprendre»

Représentant la CTSO à la conférence de presse, le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet, responsable des mobilités, a déploré «le manque d'entretien des infrastructures» qui avait conduit à cette détérioration. Le magistrat s'est aussi inquiété des signaux négatifs récemment venus de Berne, avec des annonces d'importants surcoûts dans le développement du rail et l'ajout de nouveaux chantiers. «Il est indispensable que cet horaire 2025 ne soit pas prolongé au-delà du temps prévu, soit 2035», insiste Pierre Maudet.

Contactés par *Le Temps*, les CFF assurent «comprendre les revendications de l'Alliance des villes» et «partagent la volonté des cantons de réintroduire dès que possible une liaison directe entre Genève et l'Arc jurassien». Leur porte-parole, Frédéric Revaz, précise que, dès l'horaire 2026, avec la double voie Grélingen-Duggingen, dans le canton de Bâle-Campagne, une nouvelle liaison directe pourra être mise en service entre la cité rhénane et Lausanne. Quant à la demande de correspondances quai à quai à Renens, les CFF expliquent qu'ils doivent pour cela effectuer des aménagements d'aiguillages. «Il s'agit de travaux d'ampleur, nécessitant une procédure d'approbation des plans de la part de l'Office fédéral des transports (OFT), relève encore Frédéric Revaz. La mise en service de ces installations pourrait avoir lieu au plus tôt à l'horizon 2030.» ■